

## **sous groupe Activités Ressources (A Gervais) 3 avril 2012**

Membres de la CME Présents : C Boileau, M Boule, A Buisine A Gervais, B Granger, V Pérut, C Richard,

Membres invités des CMEL : B Ledastumer F Batteux,

Référents du siège :DEF, L Nivet et P Sauvage, DIM Namik Taright

Excusés : A Faye

### **I Prévision 2012**

En fonction des annonces de chaque GH, des index de performances, des taux d'occupation des lits et des DMS, il est prévu en début d'année un objectif d'activités, prenant en compte les créations d'unités, d'activités...telles que : la chirurgie plastique à EGP, la rythmo à BCH, la neuroradio à BJN, l'arrivée de l'institut de puériculture à NCK, l'ouverture à plein régime d'Ambroise Paré et de Rothschild, ...

Prévision hospitalisation complète pour 2012 : +1.4% (hors mesures nouvelles, c'est-à-dire développements de nouvelles activités inexistantes l'année 2011)

soit 8000 séjours supplémentaires par rapport à 2011

dont 1500 en chirurgie (+1.9% en viscérale, +1% en orthopédie, +3% en r thoracique, +5% en cardiaque)

et pour la médecine : +3% en Hépatogastro, +7% en gériatrie, +7% en soins palliatifs, -2.3% en pneumo.

Prévision hospitalisation partielle pour 2012 : +1.7% (hors mesures nouvelles)

10000 séjours en plus dont 1400 séances de rx thérapie en plus, d'hémodialyse, 600 en plus en chirurgie

Autres recettes et dépenses :

consultations +0.9% (recettes 274 millions contre 271 en 2011)

maîtrise des prescriptions de molécules onéreuses (+2% : 251 contre 246 millions en 2011)

dispositifs médicaux (+2% : 56 millions contre 55)

Exhaustivité de la facturation des passages aux urgences (71 millions contre 69 en 2011). Le maintien de ce niveau de dotation nécessite une véritable mobilisation sur l'exhaustivité.

Forfait greffe : 9,7 millions (contre 10.7 en 2011)

Prélèvements d'organes +2.7% (4,12 millions)

Dotations annuelles de fonctionnement (gériatrie, psychiatrie...) un groupe de travail est prévu pour mieux pouvoir en définir l'allocation, car les critères d'allocations reposent encore en partie sur des bases « historiques »

Au final la prévision des recettes est de +3.3% à tarifs constants.

Mais il faut prendre en compte la baisse des tarifs, les gels migac, baisse des Merri (élargissement du nombre de bénéficiaires), l'arrivée d'une nouvelle MIG précarité, l'impact sur le périmètre de l'AP-HP de l'intégration de l'IPP.

Ces données sont en voie de consolidation pour la construction de l'EPRD, qui devra être réalisé au plus un mois après la notification, attendue, de l'ARS. Les chiffres sont donc susceptibles d'être encore modifiés.

## **II Patrimoine de APHP**

On distingue

- le patrimoine public par définition inaliénable et qui ne peut être vendu que s'il est « déclassé » en patrimoine privé

- le patrimoine privé (logements hors du domaine hospitalier, terres agricoles, etc...)

La direction économique, financière, de l'investissement et du patrimoine (DEFIP) gère l'ensemble du patrimoine, mais la gestion locative (avec les attributions de logements) et la gestion locative relèvent de la DRH.

Le patrimoine s'étend sur 25 départements, 111 communes...mais surtout en Ile de France et pour l'essentiel à Paris.

Même si les legs ne sont pas à la hauteur de ceux des siècles passés (Lord Seymour a fait don des fonds pour acheter le terrain et construire le bâtiment du siège à sa mort en 1859), il persiste chaque année quelques legs (appartements ...) Les cessions ont rapporté 7,5 millions en 2011.

A noter que des « échanges d'occupation » ont pu avoir lieu : Tarnier et San Salvador appartiennent à la Mairie de Paris , mais l'APHP possède 4 crèches, 10 écoles, 2 collèges, 3 lycées, 2 dispensaires et un immeuble où sont localisés des services de la mairie de Paris.

Mais aussi 2 hôtels, 3 châteaux (dont un en cours de vente et 2 occupés par la Mairie de Paris). L'idéal serait de procéder à un échange de propriété, mais les conditions de cette négociation sont complexes avec les collectivités territoriales.

La DEFIP s'efforce de réduire les locaux inoccupés et parallèlement de réduire le nombre de locaux qui sont loués pour des services de l'APHP (DRCD, informatique): En 2 ans le montant des locations est passé de 8 à 4 millions d'euros. De même, elle s'efforce de vendre les terrains agricoles qui sont de gestion lourde et peu rémunérateurs sauf s'ils sont en périphérie d'une zone constructible (en prévision d'une hausse significative de leur valeur

s'ils deviennent constructible). Il reste 673 hectares de forêts et de terres à vendre (pour l'essentiel dans le 77, 60 et 91) .

Elle s'efforce d'acheter les logements lorsqu'elle possède dans un immeuble une partie des lots, cela lui permet d'accroître le parc immobilier et de réduire les immeubles où elle doit faire face à des copropriétaires.

Pour les logements : 1397 sont dans les hôpitaux (domaine public), 9337 sont du domaine privé, dont seuls 2764 sont en gestion directe (il y a 4118 baux emphytéotiques, 2455 avec convention). Une clause de fonction systématique a été introduite dans les baux il y a 15 ans environ. Cela signifie que, désormais, toute attribution de logement à l'APHP est soumise à cette clause de fonction et qu'un agent quittant l'APHP doit quitter son logement. Malheureusement, cette clause est impossible pour ce qui relève du parc HLM. La conséquence de cette impossibilité juridique est que les droits de réservation ou les opportunités de logement peuvent être maintenues pour un agent quittant l'AP-HP, ce qui réduit la part du parc occupée par des agents de l'AP-HP. Pour autant, chaque année sont récupérés 500 à 550 logements qui sont proposés aux agents de l'AP.

### **III Siège et charges communes**

#### **Le budget sera présenté lors de la CME du 15 mai par Madame RICOMES**

Il faut distinguer

Le siège est sur 22 sites mais des regroupements sont en cours.

- la direction générale, le secrétariat général (logistiques, inspection et audit, pilotage NSI) et les directions fonctionnelles

1/ DEF, 2/ DRH, 3/ DPM ; 4/ Direction des affaires juridiques, 5/ Direction communication et service aux patients, 6/ Direction du « pilotage de la transformation » , plus particulièrement en charge du suivi du déploiement des 16 projets prioritaires de la Direction Générale,

Au total 830 agents, 785 ETPR entre DG/SG et Directions fonctionnelles. Le volume d'emploi a été réduit de 17% entre 2009 et 2012

- les services communs

1/ Ageps (usine et stocks de Nanterre, gère 160 000 références commerciales), 2/ Achat (659 marchés), 3/ blanchisserie (92000 draps audit en cours), 4/ maintenance, 5/

ambulances : 210000 transports par an dont 2000 pédiatriques et pour obèses 6/ services techniques, entretien, 7/ SMUR

- les dépenses de formations et les œuvres sociales (mutuelles, congés bonifiés etc...)

17 IFSI, une école de cadre, 2 de Sages Femmes etc...

DRC

Services partagés (facturier)

Dépenses de protection sociales : 137 millions (50 en promotion professionnelles, 8 congés bonifiés, 27 congés maladie, 23 responsabilité médicale c'est en augmentation mais on apure les comptes)

En fin de réunion il est demandé s'il serait possible à la prochaine réunion plénière d'avoir une vision à 4 ans des projets/ investissements (et sans doute dette)

De même ponctuellement serait possible de revenir sur l'évolution sur plusieurs années : l'évolution des dépenses de transport notamment (20 millions d'euros en 2011)